

# Research Platforms 2026

---

## Vers une Transition énergétique durable en milieu urbain

Règlement du programme

**Date limite de dépôt de l'expression d'intérêt : le 23 juin 2025 à 12h00**

**Date limite du dépôt du projet complet : 24 octobre 2025 à 12h00**

Soumission sous format électronique

Contact :

Gaëtan Danneels

[gdanneels@innoviris.brussels](mailto:gdanneels@innoviris.brussels)

## Remarque introductive

Le présent document s'adresse aux équipes de recherche désirant soumettre un projet dans le cadre du programme Research Platform (RPF) 2026. Il décrit les objectifs du programme, son contexte et expose la thématique de cette année. Vous y trouverez également la description des entités éligibles, la procédure d'introduction et d'évaluation d'une demande et les subsides auxquels vous pouvez prétendre. L'objectif est de donner une idée générale de ce qui est attendu des porteurs de projets.

Deux formulaires de demande sont disponibles outre le présent document :

- Le formulaire de l'expression d'intérêt, à déposer avant fin juin 2025
- Le formulaire du projet complet, à déposer avant fin octobre 2025, après avoir reçu une invitation en ce sens émanant d'Innoviris.

Pour toute question qui reste en suspens suite à la lecture de ce document, nous vous invitons à contacter Gaëtan Danneels ([gdanneels@innoviris.brussels](mailto:gdanneels@innoviris.brussels)).

## Table des matières

1.	CONTEXTE ET OBJECTIF DU PROGRAMME RPF .....	4
2.	THÉMATIQUE 2026 .....	6
2.1.	<i>Contexte et Cadre</i> .....	6
2.2.	<i>Portée de l'appel</i> .....	8
1.	Soutenir et optimiser la production locale d'énergie renouvelable.....	9
2.	Réseaux énergétiques urbains intégrés et décentralisés (en ce compris les réseaux de chaleur/froid) .....	9
3.	Solutions avancées de stockage d'énergie pour les zones urbaines .....	10
4.	Modulation adaptative de la consommation énergétique et gestion de la demande .....	11
2.3.	<i>Impact attendu</i> .....	12
3.	CADRE DU PROGRAMME .....	12
3.1.	<i>Consortium</i> .....	12
3.2.	<i>Valorisation</i> .....	13
3.3.	<i>Mentors</i> .....	13
3.4.	<i>Plateforme</i> .....	15
3.5.	<i>Propriété intellectuelle</i> .....	15
3.6.	<i>Durée du projet</i> .....	15
3.7.	<i>Financement</i> .....	15
3.8.	<i>Soumission d'un projet</i> .....	15
3.8.1.	Introduction de votre demande .....	15
3.8.2.	Traitement de votre demande .....	16
3.8.3.	Protection des données personnelles .....	18
3.8.4.	Suivi du projet et liquidation du subside .....	18
3.8.5.	Calendrier et échéances .....	19
3.9.	<i>Conflit d'intérêts</i> .....	19
3.10.	<i>Informations et contacts</i> .....	19
	ANNEXE 1 - EXIGENCES CONCERNANT LA COLLABORATION EFFECTIVE ET SUBVENTIONNÉE DU MENTOR.....	20

## 1. Contexte et objectif du programme RPF

Innoviris est un organisme d'intérêt public dont la mission est la promotion et le soutien de l'innovation à travers le financement de projets de recherche et de développement menés par des entreprises, des acteurs du secteur non marchand et des organismes de recherche implantés sur le sol bruxellois.

Parmi les différents outils déployés par Innoviris pour stimuler l'innovation, le programme *Research Platform* (RPF) vise le soutien de **projets de recherche convergente (convergence research)**<sup>1</sup>, menés par des consortiums transdisciplinaires<sup>2</sup>, constitués de 2 ou plusieurs **organismes de recherche**<sup>3</sup>.

La recherche à réaliser dans le cadre du présent programme répond aux définitions de *recherche fondamentale orientée* et *recherche appliquée*, développées dans le manuel de Frascati 2015<sup>1</sup>, à savoir :

« La recherche fondamentale orientée est exécutée dans l'espoir qu'elle aboutira à l'établissement d'une large base de connaissances permettant de résoudre les problèmes ou de concrétiser les opportunités qui se présentent actuellement ou sont susceptibles de se présenter ultérieurement. »

« La recherche appliquée implique de prendre en compte les connaissances existantes et de les approfondir afin de résoudre des problèmes concrets. Les résultats de la recherche appliquée sont censés, en premier lieu, pouvoir être appliqués à des produits, opérations, méthodes ou systèmes. »

À titre d'exemple, dans le cadre de cet appel à projet, les propositions de recherche peuvent prendre pour référence le spectre des *Technology Readiness Levels* (TRL)<sup>4</sup> de 1 à 3.

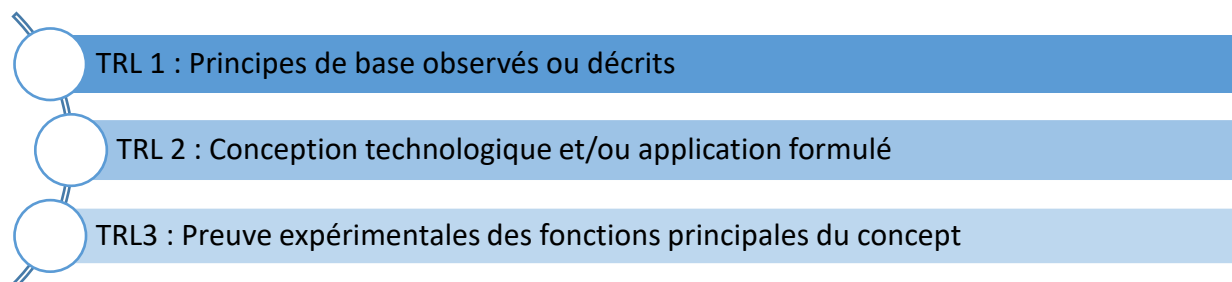
---

<sup>1</sup> Une approche de production de connaissances et de mise en action qui implique des équipes diversifiées collaborant de manière novatrice—au-delà des frontières disciplinaires et organisationnelles—afin de relever des défis sociaux, économiques, environnementaux et techniques complexes, dans le but de promouvoir le bien-être collectif. (Peek et al., 2020)

<sup>2</sup> La transdisciplinarité (TD) est définie comme l'intégration de chercheurs académiques issus de différentes disciplines avec des participants non académiques, dans un processus de co-crédation de nouvelles connaissances et théories en vue d'atteindre un objectif commun (OCDE, 2020).

<sup>3</sup> Répondant à la définition du point 16 ff de l'Encadrement des aides d'Etat à la recherche au développement et à l'innovation C(2022) 7388 (universités, hautes écoles, centres De Groote...) et ayant au moins un siège d'exploitation sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale

<sup>4</sup> NASA - "NASA Procedural Requirements 7123.1B: NASA Systems Engineering Processes and Requirements" - <https://www.nasa.gov/directorates/somd/space-communications-navigation-program/technology-readiness-levels/>



5

Le programme vise à mener des recherches disruptives afin d'**anticiper les grandes évolutions et/ou besoins sociotechniques dans des domaines stratégiques** pour la Région. L'objectif final est une valorisation des résultats à moyen terme via notamment un transfert de connaissances, de méthodologies ou de technologies vers les entreprises, organisations et institutions bruxelloises.

Le choix des thématiques retenues dans le cadre des appels à projets Research Platform se base sur le Plan Régional pour l'Innovation (PRI). Ce plan définit six domaines d'innovation stratégiques représentant des opportunités d'innovation en vue de plus de prospérité, de résilience, de durabilité et de bien-être à Bruxelles. L'appel RPF 2026 est en lien direct avec les DIS « Climat : bâti & infrastructures résilients » et « Flux urbains efficaces et durables pour une gestion inclusive de l'espace urbain » et de manière plus transversale avec les DIS « Utilisation optimale des ressources », « Innovation sociale, innovation publique et inclusion sociale » et « Technologies et services numériques avancés ».

Pour ancrer la recherche dans le tissu bruxellois, il est nécessaire que les projets de recherche soient parrainés par une institution publique, une organisation non marchande et/ou une entreprise établie à Bruxelles (cf section 3.3).

<sup>5</sup> <https://recherche.wallonie.be/home/je-dois-savoir/avant-de-recevoir-un-financement/question-de-vocabulaire.html>

## 2. Thématique 2026

### 2.1. Contexte et Cadre

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent une menace existentielle pour l'Europe et le reste du monde. Pour relever ces défis, le pacte vert pour l'Europe a pour objectif de transformer l'UE en une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, garantissant :

- la fin des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici à 2050,
- une croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources,
- que personne ne soit laissé de côté.

Les villes jouent un rôle crucial dans l'atteinte de ces objectifs. En effet, même si -selon les chiffres de la Commission Européenne- elles ne représentent que 4 % de la superficie de l'UE, elles abritent 75 % des citoyens européens. De plus, les villes consomment plus de 65 % de l'énergie mondiale et sont responsables de plus de 70 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>.

Dans ce cadre, l'Union Européenne a développé différents Plans, Stratégies et Programmes, qui visent à soutenir la transition énergétique des villes dont :

- le [Plan Industriel du Pacte Vert](#) qui a pour ambition de renforcer la compétitivité de l'industrie européenne à zéro émission nette et accélère la transition vers la neutralité climatique ;
- la [Stratégie européenne en matière de recherche et d'innovation](#), qui soutient l'innovation et la recherche en EU afin de stimuler les transformations écologique et numérique nécessaires à progresser plus rapidement vers un avenir durable et prospère pour les personnes et la planète ;
- la [Mission « Climate-Neutral and Smart Cities »](#) qui ambitionne d'accompagner 100 villes européennes pour qu'elles atteignent la neutralité climatique d'ici 2030, agissant comme des pionnières pour inspirer d'autres régions.

À l'échelle régionale, l'approche de Bruxelles en matière de transition énergétique repose sur son [Plan Régional Air-Climat-Énergie \(PACE\)](#) qui fixe des objectifs spécifiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer l'efficacité énergétique et encourager l'adoption des énergies renouvelables, en particulier dans les communautés marginalisées et économiquement vulnérables. Ce Plan est complété par [la Stratégie de Transition Economique « Shifting Economy »](#), qui promeut une économie prospère, locale, durable, résiliente, et répondant aux besoins des habitants et des entrepreneurs. Cette stratégie vise également à réduire la dépendance aux ressources extérieures et aux énergies fossiles tout en créant des emplois de qualité et en respectant les travailleurs. Enfin, plusieurs des 6 Domaines d'Innovation Stratégiques (DIS), du [Plan Régional pour l'Innovation \(PRI\) 2021-2027](#), contribuent directement ou indirectement à l'atteinte des objectifs du PACE et de la Shifting Economy

Les cadres européens et régionaux mettent donc en lumière l'importance de soutenir une transition énergétique durable en Région de Bruxelles-Capitale (RBC).

Par transition énergétique durable, nous entendons le processus de transformation des systèmes énergétiques actuels vers des systèmes plus durables, équitables et résilients. Voici quelques éléments clés de cette transition :

- **Énergies renouvelables**  
Remplacer les sources d'énergie fossiles (charbon, pétrole, gaz) par des sources d'énergie renouvelables (solaire, éolienne, hydraulique, biomasse, géothermie) qui sont inépuisables et moins polluantes.
- **Efficacité énergétique**  
Améliorer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs (bâtiments, transport, industrie) pour réduire la consommation d'énergie tout en maintenant ou améliorant les niveaux de service et de confort.
- **Réduction des émissions de CO<sub>2</sub>**  
Diminuer les émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre le changement climatique, en adoptant des technologies propres et des pratiques durables. Cela inclut :
  - **Émissions directes** : Émissions provenant directement des activités humaines, comme la combustion de combustibles fossiles.
  - **Émissions indirectes** : Émissions résultant de la production d'électricité consommée par les utilisateurs finaux et celles tout au long de la chaîne de valeur, comme la fabrication et le transport de biens.
- **Équité sociale**  
Assurer que la transition énergétique bénéficie à toutes les couches de la société, en réduisant les inégalités et en garantissant l'accès à une énergie abordable et fiable pour tous.
- **Résilience**  
Renforcer la résilience des systèmes énergétiques face aux perturbations (catastrophes naturelles, crises économiques, etc.) pour garantir une fourniture d'énergie stable et sécurisée.
- **Participation citoyenne**  
Impliquer les citoyens et les communautés dans la prise de décision et la mise en œuvre de projets énergétiques, afin de favoriser l'acceptation sociale et la réussite des initiatives.

## 2.2. Portée de l'appel

Le présent appel invite des consortiums académiques transdisciplinaires à proposer des projets de recherche convergente (convergence research), avec pour objectif de soutenir une *transition énergétique durable* en Région de Bruxelles-Capitale (RBC).

Peek et al. (2020), définissent la *recherche convergente* comme « Une approche de la production de connaissances et de d'action qui implique des équipes diversifiées collaborant de manière novatrice—au-delà des frontières disciplinaires et organisationnelles—afin de relever des défis sociaux, économiques, environnementaux et techniques complexes, dans le but de promouvoir le bien-être collectif. »

Les projets soumis devront ainsi intégrer et croiser différents angles d'analyse – technique, socio-économique, environnemental et politique – afin de développer des solutions innovantes, mais à la fois réalistes et impactantes ayant pour objectif de soutenir une *transition énergétique durable* en RBC.

L'OCDE définit la transdisciplinarité (TD) « l'intégration de chercheurs académiques issus de différentes disciplines avec des participants non académiques, dans un processus de co-crédation de nouvelles connaissances et théories en vue d'atteindre un objectif commun »

L'approche transdisciplinaire implique donc une coopération avec les acteurs de terrain (mentors), afin d'assurer une adéquation entre les résultats scientifiques et les besoins réels de la Région en matière de transition énergétique.

En résumé, cet appel invite des consortiums transdisciplinaires à explorer des pistes novatrices, à remettre en question les modèles existants et à proposer des alternatives audacieuses pour accélérer la transition énergétique en RBC, au travers de projets de recherche convergente.

Afin de rendre ceci plus tangible, **4 axes de recherche**, ainsi que des **exemples<sup>6</sup> de thèmes** de recherche sont repris ci-dessous.

---

<sup>6</sup> Il est important de souligner que les exemples repris dans ce document, le sont à titre purement indicatif



## 1. Soutenir et optimiser la production locale d'énergie renouvelable

**Objectif :** Étudier la production locale d'énergies renouvelables optimisée dans des zones urbaines densément peuplées, en répondant aux défis liés aux contraintes spatiales, à l'intégration esthétique et à la compatibilité avec les infrastructures urbaines existantes.

Exemples de thèmes potentiels :

### a. Evaluation de l'Intégration de l'énergie géothermique urbaine à grande échelle

- Analyse de faisabilité et du cycle de vie pour adapter les infrastructures de chauffage existantes aux systèmes géothermiques.
- Analyse de techniques de forage innovantes et de conceptions modulaires adaptées aux environnements urbains.

### b. Recherche sur les systèmes solaires (thermiques) et leur intégration architecturale

- Systèmes solaires (thermiques) compacts et à haut rendement intégrés aux structures urbaines
- Solutions architecturales visant une intégration harmonieuse des systèmes solaires dans les paysages urbains.

### c. Optimisation de la récupération de chaleur et valorisation de chaleur fatale en milieu urbain

- Exploration de nouvelles infrastructures (tunnels, parkings, canal...) pour installer des systèmes de récupération de chaleur.
- Intégration de sources urbaines de chaleur fatale au sein d'un réseau de chaleur.

### d. Cartographie et optimisation de la demande énergétique urbaine

- Modélisation spatiale avancée pour identifier les zones adaptées à la production locale d'énergie en fonction de la densité de la demande et des contraintes urbaines.
- Collaboration intersectorielle pour optimiser la production énergétique dans les zones résidentielles, industrielles et tertiaires.

### e. Evaluation de l'Intégration de l'énergie éolienne urbaine

- Développement de modèles compacts et silencieux d'éoliennes adaptées aux environnements urbains.
- Intégration des éoliennes dans les structures urbaines pour maximiser la production d'énergie renouvelable.

## 2. Réseaux énergétiques urbains intégrés et décentralisés (en ce compris les réseaux de chaleur/froid)

**Objectif :** soutenir la mise en œuvre de réseaux énergétiques urbains intégrés et décentralisés (en ce compris les réseaux de chaleur/froid), qui répondent aux besoins énergétiques urbains de demain

et renforcent la résilience.

Exemples de thèmes potentiels :

**a. Modélisation et conception**

- Modélisation et simulation de réseaux énergétiques urbains intégrés et décentralisés adaptés aux contraintes urbaines et intégrant différents types d'acteurs (tertiaire, industriel, habitation, ...)
- Conception de réseaux énergétiques urbains intégrés et décentralisés prenant en compte les questions d'équité énergétique

**b. Sécurité énergétique et synergies des réseaux**

- Rôle des réseaux urbains dans l'approvisionnement énergétique en périodes de forte demande ou de crises.
- Synergies entre les réseaux électriques et les réseaux de chaleur/froid.
- Sécurisation des différents réseaux énergétiques

**c. Nouveaux modèles législatifs et économiques**

- Révision des cadres réglementaires ou législatifs dans le cadre de la gestion des réseaux décentralisés.
- Partenariats public-privé ou public-public pour le financement et la mise à l'échelle des réseaux énergétiques urbains intégrés et décentralisés.
- Couplage des différents réseaux avec les secteurs industriels, de la mobilité et de la santé.

### **3. Solutions avancées de stockage d'énergie pour les zones urbaines**

**Objectif :** Étudier des technologies de stockage d'énergie adaptées aux environnements urbains, en répondant aux contraintes spatiales, économiques et réglementaires tout en garantissant l'accessibilité énergétique et en soutenant la résilience socio-économique.

Exemples de thèmes potentiels :

**a. Solutions de stockage modulaires et évolutives**

- Conception de stockages modulaires et évolutifs pour une mise en œuvre à l'échelle des bâtiments ou des quartiers.
- Solutions de stockages adaptées aux besoins énergétiques des différents secteurs (résidentiel, industriel, tertiaire...).

**b. Stockage d'énergie à moyen/long terme & résilience**

- Stratégies et faisabilité technique de stockage saisonnier en milieu urbain.
- Intégration du stockage d'énergie dans les plans d'urgence pour renforcer la préparation aux catastrophes urbaines.

### c. Stockage d'énergie et interaction avec les réseaux

- Interactions entre les réseaux énergétiques urbains intégrés et décentralisés et les solutions de stockage

## 4. Modulation adaptative de la consommation énergétique et gestion de la demande

**Objectif** : Étudier des approches dynamiques dans l'optique d'optimiser la consommation énergétique en temps réel en fonction de l'utilisateur final (citoyens, entreprises, autorités publiques, etc.).

Exemples de thèmes potentiels :

### a. Modèles prédictifs

- Modélisation en temps réel pour équilibrer la consommation énergétique dans les secteurs résidentiels, industriels et/ou tertiaires.

### b. Adaptation de la demande

- Systèmes encourageant une adaptation volontaire de la consommation énergétique en fonction de l'offre.
- Flexibilité énergétique dans tous les secteurs économiques (industrie, tertiaire, mobilité...)

### c. Systèmes intelligents

- Appareils intelligents, systèmes HVAC et processus industriels s'adaptant automatiquement à la disponibilité d'énergies.

## 2.3. Impact attendu

Les cadres européens et régionaux mettent en lumière l'importance d'approches innovantes, inclusives et collaboratives pour réussir la transition énergétique. Ces approches doivent combiner les dimensions techniques, économiques et sociales pour répondre aux défis actuels. Au cœur de cette démarche, il est essentiel d'intégrer les considérations socio-économiques aux avancées technologiques. La transition vers des énergies renouvelables ne doit pas seulement viser à réduire les impacts environnementaux, mais également à renforcer la résilience économique, stimuler une croissance inclusive et réduire les inégalités structurelles.

Dans ce contexte, la priorité doit être donnée à des solutions telles que la production locale d'énergies renouvelables, des stratégies de consommation adaptative, des systèmes avancés de stockage et des réseaux décentralisés. Par ailleurs, l'utilisation des outils numériques, le développement de partenariats public-privé et l'adoption d'approches communautaires jouent un rôle fondamental pour assurer le succès et la pérennité de ces initiatives.

Comme une valorisation à moyen terme est attendue, une attention particulière doit être accordée à l'impact des projets sur le paysage économique, social, et environnemental de la Région de Bruxelles-Capitale. Pour rappel, cet appel vise à promouvoir le transfert de connaissances des organismes de recherche vers des institutions publiques, des organisations non marchandes et/ou des entreprises basées à Bruxelles.

En résumé, les projets doivent :

1. Favoriser le passage du paradigme d'un système énergétique non-renouvelable & centralisée à un système énergétique durable ;
2. Mener une recherche ciblée, visant à produire des connaissances, à analyser des données, à mieux comprendre des phénomènes et/ou à développer une expertise qui seront utiles aux parties prenantes, aux entreprises (publiques ou privées) et/ou aux décideurs politiques ;
3. Contribuer de manière significative à l'état de l'art dans le domaine de la transition énergétique durable sur la base d'une des 4 axes thématiques proposées.

## 3. Cadre du programme

### 3.1. Consortium

Les projets de recherche doivent être menés par **un consortium transdisciplinaire, composé d'équipes de recherche de backgrounds différents, issues d'au moins 2 institutions indépendantes**. Les institutions éligibles sont les **organismes de recherche** qui répondent à la définition du point 16 ff de l'Encadrement des aides d'Etat à la recherche au développement et à l'innovation 2022/C 414/01 (universités, hautes écoles, centres De Groote...) qui ont au moins un siège d'exploitation sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Pour la phase d'expression d'intérêt (project outline)**, il est demandé que les partenaires de recherche soient au moins connus et qu'il y ait une lettre d'intention.

**Pour le dépôt du projet complète (full proposal)**, les équipes de recherche partenaires doivent négocier et valider un accord de consortium régissant les termes et conditions du projet de collaboration (notamment le partage des risques et des résultats, la diffusion des résultats, l'attribution des droits de propriété intellectuelle et l'accès à ceux-ci).

Dans la proposition, chaque équipe de recherche doit être représentée par un promoteur, qui doit être un professeur ou un chercheur confirmé. Le promoteur doit occuper un poste permanent au sein de l'organisme de recherche. **Attention**, un promoteur ne peut être impliqué dans plus de 2 projets introduits dans le cadre de cet appel.

Parmi les partenaires, un coordinateur doit être identifié. Celui-ci agira comme point de contact principal et sera responsable de la coordination interne du projet.

### 3.2. Valorisation

Le programme vise à mener des recherches disruptives afin d'anticiper les **grandes évolutions et/ou besoins sociotechniques dans des domaines stratégiques** pour la Région. L'objectif final est une valorisation des résultats à **moyen terme** via notamment un transfert de connaissances, de méthodologies ou de technologies vers les entreprises, organisations et institutions bruxelloises. Une attention particulière doit être accordée à la valorisation des projets et à leur impact sur l'écosystème bruxellois, sur la société et l'environnement.

Voici quelques exemples de valorisation à moyen terme :

- Transfert de connaissances, méthodologies et/ou technologies vers des entreprises, des organisations non-marchandes ou des institutions publiques ;
- Transfert de connaissances, méthodologies et/ou technologies par le biais de projets R&D (Recherche et Développement), de services de consultance... ;
- Vente/licence de propriété intellectuelle à une organisation.

### 3.3. Mentors

Afin d'atteindre les objectifs de valorisation, le consortium du projet est tenu de s'associer à au moins un ou plusieurs **mentor(s)** autres que des organismes de recherche, ayant chacun un siège d'exploitation sur le territoire de la Région et qui soit indépendant du consortium.

L'indépendance entre le mentor et les partenaires se conçoit comme étant une indépendance juridique mais également une indépendance factuelle. Il faut donc considérer non seulement les éléments de droit (les éventuelles dispositions statutaires et conventionnelles) mais aussi les éléments de fait. Une entité est indépendante lorsqu'elle est capable de réaliser ses activités seule, au vu de sa structure organisationnelle, de son capital, de son matériel et de ses effectifs. En d'autres termes, outre le fait que les deux entités n'appartiennent pas au même groupe et qu'elles ne sont pas contrôlées par le même actionnaire, il faut qu'il n'y ait pas de partage de personnel ou des équipements ou pas d'interférence d'une entité sur l'autre concernant la définition de la stratégie/mission.

Une attention particulière est portée aux cas dans lesquels une personne physique dispose à la fois d'une casquette académique dans le consortium et occupe par ailleurs des fonctions dans l'entité présentée comme mentor.

Chaque mentor doit témoigner de son intérêt actif envers la valorisation des résultats du projet en vue d'une utilisation interne, de l'intégration aux activités constituant son *core business*, ou toute autre implication pour son entité. Plus généralement, le mentor peut fournir une problématique qui préoccupe la société en général. En conclusion, le mentor peut être impliqué d'une quelconque manière dans la Région bruxelloise et susceptible d'être impacté par les résultats du projet et, dès lors, de nourrir un intérêt envers ceux-ci.

Le mentor doit être impliqué pendant toute la durée du projet. Il peut valider et/ou fournir des inputs concernant la valorisation, l'exploitation ou la diffusion des résultats. Il incombe au mentor d'indiquer clairement son niveau d'implication. Ce niveau est à choisir parmi les cinq suivants :

- Niveau 1 – Inspiration/veille technologique  
Le mentor/l'entité présente un intérêt actif envers le projet. Un représentant prend part aux comités de suivi du projet ou aux activités de diffusion afin de se tenir au courant des résultats.
- Niveau 2 – Challenging  
Le mentor entretient des contacts et interactions plus régulières avec le consortium de recherche. Il fournit son feed-back actif sur le projet.
- Niveau 3 – Collaboration  
Le mentor partage son expertise et les résultats liés au projet avec le consortium et offre un accès à ses installations. Dans ce cadre, plus de temps et de ressources humaines sont engagés.
- Niveau 4 – Cas pilote  
Le mentor fournit une étude de cas, au sein de ses installations ou activités. Il est impliqué dans la définition du cas pilote et peut en tirer profit.
- Niveau 5 – Collaboration effective  
Au sein des installations du mentor, des ressources humaines spécifiques sont consacrées au projet et le mentor effectue certaines des tâches de recherche liées au projet. Le mentor est dès lors un partenaire de recherche et peut, s'il le souhaite, introduire une demande de subside.

**Au moins un des mentors doit être impliqué au niveau 2 (ou plus).** Des niveaux d'implication élevés sont un bon signal pour Innoviris dans une perspective de valorisation effective des résultats de recherche.

**Attention**, dans l'hypothèse où un mentor choisit la **collaboration effective (mentor niveau 5**, cf. ci-dessus), il **intègre le consortium et doit compléter les formulaires de demande**, mais également **prendre part à l'accord de consortium en tant que tel**. Une **subvention est alors susceptible de lui être accordée**. Les **conditions d'éligibilité spécifiques ainsi que les niveaux d'intervention** sont décrits en **Annexe 1**.

La collaboration de niveau 5 étant une mesure exceptionnelle, l'implication du mentor et son budget feront l'objet d'une évaluation.

Innoviris se réserve le droit de requalifier le niveau d'implication du mentor.

Pour la phase d'expression d'intérêt (*project outline*), **au moins un** mentor doit être connu et celui-ci doit remettre une déclaration d'intérêt.

### 3.4. Plateforme

Une plateforme rassemble des équipes de recherche (consortium) et le(s) mentor(s) lié(s) à un projet. Les échanges entre différents projets (et les plateformes associées) sont encouragés afin de constituer de plus vastes connaissances et une expertise plus étoffée du domaine.

### 3.5. Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle générée au fil du projet appartient exclusivement au consortium tel que décrit dans l'accord de consortium. Dans ce document, les modalités doivent correspondre aux directives européennes qui prévoient que les organismes de recherche ou infrastructures de recherche perçoivent une indemnité correspondant au prix du marché pour les droits de propriété intellectuelle découlant de leurs activités et cédés aux entreprises participantes ou auxquels les entreprises participantes se voient attribuer des droits d'accès. Ce point a pour but d'éviter qu'une aide indirecte ne soit accordée aux entreprises participantes par l'intermédiaire des organismes de recherche en raison des modalités plus favorables de la collaboration. Le montant absolu de la valeur des contributions, financières ou autres, du/des mentor(s) participant aux coûts des activités de l'organisme de recherche ou de l'infrastructure de recherche qui ont généré les DPI concernés peut être déduit de cette rémunération.

### 3.6. Durée du projet

La durée du projet est de minimum 2 ans et maximum 3 ans.

### 3.7. Financement

Le financement peut atteindre 100 % du budget des équipes de recherche. Les coûts éligibles sont décrits dans les [directives comptables](#) disponibles sur notre site internet.

Seuls les mentors impliqués dans le cadre d'une collaboration effective (cf. 3.3) sont éligibles au financement, à condition qu'ils répondent aux exigences figurant dans l'Annexe 1.

### 3.8. Soumission d'un projet

#### 3.8.1. Introduction de votre demande

Les demandes sont rédigées à l'aide des formulaires disponibles sur le site Internet d'Innoviris.

Chaque dossier de demande doit être introduit par le Knowledge Transfer Office (ou homologue) de l'organisme de recherche du coordinateur après approbation des autorités des différentes équipes de recherche. Ils sont envoyés aux adresses électroniques suivantes : [funding-request@innoviris.brussels](mailto:funding-request@innoviris.brussels) et [gdanneels@innoviris.brussels](mailto:gdanneels@innoviris.brussels). Les dossiers de demande introduits sous une autre forme ou d'une autre manière ne sont pas pris en considération.

**Attention**, veuillez prendre contact au plus tôt avec le Knowledge Transfer Office (KTO) ou son

équivalent de votre organisme de recherche pour préparer votre dossier et planifier son introduction.

L'introduction des dossiers de demande se fait en deux étapes :

1. Expression d'intérêt (*project outline*) :

Cette première phase est composée d'un formulaire court où vous devez expliquer votre projet, décrire les partenaires et établir les budgets. Ce formulaire est à remettre **pour le 23 juin 2025 à 12h00**.

2. Proposition de projet complète (*full proposal*) :

Lors de cette deuxième phase, une plateforme peut déposer une demande complète sous forme de *full proposal*. Cette phase n'est accessible qu'aux projets qui ont été évalué positivement lors de la phase d'expression d'intérêt par Innoviris. Les formulaires complets peuvent être soumis au plus tard **le 24 octobre 2025 à 12h00**.

### 3.8.2. Traitement de votre demande

#### 3.8.2.1. Réception

Suite à la réception de votre demande, aussi bien l'expression d'intérêt que la proposition de projet, les services d'Innoviris envoient un accusé de réception dans les 5 jours suivant l'introduction de la demande.

#### 3.8.2.2. Recevabilité

Vous recevez ensuite, endéans le mois, un courrier vous informant de la recevabilité administrative de la demande. Un dossier est recevable lorsque le dossier est complet et qu'il répond à l'ensemble des critères définis précédemment, notamment :

1. le respect du délai d'introduction ;
2. l'éligibilité des entités participantes (attention, un promoteur ne peut être impliqué dans plus de 2 projets introduits dans le cadre de cet appel) ;
3. le fait que le projet n'ait pas débuté avant l'introduction de la demande d'aide.
4. dans le cas où le projet n'est pas exécuté en collaboration effective, au moins une lettre d'intention du mentor doit être jointe à la demande afin de refléter l'intérêt du secteur socio-économique pour le projet **et** de confirmer que sa situation financière est « saine » (telle que définie par la législation européenne<sup>7</sup>) ;
5. dans le cas où le projet est exécuté en collaboration effective, l'entité concernée implanté à Bruxelles sollicitant le financement respecte les conditions figurant en Annexe 1.

#### 3.8.2.3. Analyse expression d'intérêt

Une analyse de l'adéquation du projet avec le cadre de l'appel (thématique, composition du consortium, modalités de mentorat, durée du projet, etc.) sera réalisée par Innoviris.

---

<sup>7</sup>Cf. [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651\\_p19\\_§18](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651_p19_§18)



Si nécessaire, Innoviris se réserve le droit de s'adjoindre d'experts externes pour la réalisation de cette analyse.

Tout projet jugé comme recevable lors de la phase d'expression d'intérêt, sera invité par Innoviris à soumettre une *full proposal* dans les délais impartis.

#### 3.8.2.4. Evaluation et sélection (*full proposal*)

Pour une demande en phase de proposition de projet (*Full proposal*), le contenu et le niveau de détails du dossier doivent permettre d'évaluer le projet selon les critères définis ci-dessous. Innoviris se réserve le droit de procéder à une pré-évaluation selon ces critères pour confirmer la pertinence de présenter le dossier au jury d'experts. Le cas échéant, seuls les projets présélectionnés feront l'objet d'une évaluation.

Chaque projet recevable (et, le cas échéant, présélectionné) sera évalué par un jury organisé et présidé par Innoviris. Ce jury est constitué d'experts sélectionnés pour leurs compétences spécifiques en lien avec le sujet traité par le projet ainsi que de représentants d'Innoviris. Le consortium a la possibilité d'informer Innoviris lors de l'introduction de la demande d'éventuels conflits d'intérêt pouvant exister avec certains spécialistes du domaine concerné, en Belgique et à l'étranger.

Chaque expert signe un accord de confidentialité avant de recevoir un exemplaire du projet pour lecture préalable. L'évaluation se fait sur la base de l'analyse des documents introduits par le demandeur et d'une interview par le jury. Le projet est défendu par les équipes de recherche ainsi que leurs mentors et leurs KTO (ou homologues).

Les critères d'évaluation sont les suivants :

- **Le caractère innovant et la qualité scientifique du projet** : Excellence du programme de recherche, contributions à l'état de l'art, clarté, qualité et pertinence des objectifs et de la question et/ou des hypothèses de recherche.
- **La faisabilité du projet** : Qualité et pertinence du programme de travail et de la méthodologie, réalisme du plan d'exécution et utilisation prévue des ressources, risques et stratégies de mitigation.
- L'expertise, la réputation scientifique, la complémentarité et la pertinence des équipes scientifiques formant le consortium.
- La motivation et la pertinence du ou des mentor(s).
- **Les perspectives de valorisation des résultats du projet dans l'intérêt de la Région** : Potentiel de valorisation à moyen terme des résultats du projet en Région bruxelloise et exemplarité au niveau de l'impact social et/ou environnemental sur l'écosystème bruxellois (cf art 4/2 de la version 2025 de l'ordonnance). Ce qui signifie qu'il contribue significativement à au moins un des objectifs suivants :
  - un niveau de vie suffisant pour les catégories de personnes plus vulnérables ou ayant des besoins spécifiques, en ce compris : l'amélioration de l'accès aux produits et services répondant aux besoins humains fondamentaux, tels que l'eau, la nourriture, le logement, les soins de santé, l'éducation, l'amélioration de l'accès aux infrastructures économiques de base, en ce compris les transports durables, les télécommunications et l'internet, l'électricité et l'inclusion financière ;

- le développement de l'emploi local de qualité ;
- le développement de l'entrepreneuriat social et démocratique ;
- l'instauration d'une société plus inclusive ;
- l'utilisation plus rationnelle des ressources ;
- l'amélioration de l'incidence environnementale, notamment en ce qui concerne les émissions polluantes, la mobilité, la biodiversité et les écosystèmes ;
- l'adaptation aux changements climatiques.

En outre, le projet ne peut nuire significativement à aucun des objectifs repris ci-dessus.

Sur la base de l'évaluation globale menée par les jurys, une sélection sera effectuée par Innoviris. Cette sélection sera ensuite proposée à l'autorité subsidiaire.

### **3.8.3. Protection des données personnelles**

Les données personnelles collectées par Innoviris, le responsable de traitement, au moyen de ce formulaire ont pour finalité le traitement de votre demande de subside (ce qui implique notamment l'analyse, l'évaluation par Innoviris et un jury externe). Leur traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis (à savoir l'ordonnance à finalité non-économique et son arrêté d'exécution) et à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement. Aucune donnée n'est partagée avec des tiers sans le consentement préalable de la personne concernée ou sauf si une obligation légale oblige Innoviris à le faire. Innoviris met tout en œuvre pour garantir la confidentialité et la sécurité des données traitées. Le temps de rétention sera celui nécessaire pour accomplir les objectifs du traitement concerné. Si vous avez des questions ou que vous désirez appliquer vos droits en vertu des articles 15 à 22 du RGPD, veuillez contacter [dpo@innoviris.brussels](mailto:dpo@innoviris.brussels) ou consulter notre page web "vie privée".

### **3.8.4. Suivi du projet et liquidation du subside**

Les partenaires sont responsables de la bonne réalisation du projet.

L'aide octroyée est liquidée par tranches, le montant de chaque tranche étant exprimé en pourcentage de l'aide totale octroyée. Les versements ont lieu à intervalles de temps réguliers, tout au long de la durée du projet.

Un rapport d'activités sera régulièrement remis à Innoviris. Ce rapport présentera entre autres les actions entreprises, les difficultés éventuelles, les résultats acquis et l'état d'avancement de la valorisation des résultats.

Pour les projets qui auront été sélectionnés, le promoteur-coordonateur veillera à ce que les différentes étapes pour le lancement et le suivi du projet soient respectées. Ceci est nécessaire pour le bon déroulement du programme. Un suivi financier et scientifique des projets est en outre assuré par Innoviris sur la base des pièces fournies par le coordinateur. En cela, les documents remis à Innoviris pour le suivi du projet sont des éléments très importants qui doivent être correctement réalisés. Ils permettent d'évaluer la qualité du travail mené et d'assurer un meilleur suivi du projet.

Les modalités de suivi financier et scientifique (rapport financier, rapport d'activités, comités de suivi...) seront reprises dans la convention de subvention. Des modèles de documents seront transmis au coordinateur.

### **3.8.5. Calendrier et échéances**

- Lancement de l'appel thématique : 01 avril 2025
- Organisation d'un événement de lancement / matchmaking : 12 mai 2025
- Échéance pour la réception des expressions d'intérêt : 23 juin 2025
- Analyse des expressions d'intérêt : juillet 2025
- Invitation à soumettre les *full proposal* : 18 août 2025
- Échéance pour le dépôt de la proposition du projet dans son ensemble : 24 octobre 2025
- Evaluation par des jurys "ad hoc" : novembre-février 2026
- Décision d'octroi par le Gouvernement : mai 2026
- Démarrage des projets : à partir de mai 2026

### **3.9. Conflit d'intérêts**

Les promoteurs prennent toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du projet, y compris les situations constitutives de conflit d'intérêts.

Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs. Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts pendant l'exécution du projet doit être signalée à Innoviris sans délai et par écrit.

### **3.10. Informations et contacts**

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès de Gaëtan Danneels (gdanneels@innoviris.brussels).

## Annexe 1 - Exigences concernant la collaboration effective et subventionnée du mentor

Dans l'hypothèse où un mentor basé à Bruxelles choisit l'implication de niveau 5 correspondant à une collaboration effective en tant que partenaire de recherche, la Région bruxelloise est susceptible de lui accorder une subvention. Dans ce cas, le mentor devient un membre à part entière du consortium.

Afin d'être éligible à la subvention, le mentor doit :

- Avoir une activité économique ;
- Posséder au moins un siège d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
- Se trouver dans une situation financière saine telle que définie par la législation européenne (cf. <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0651> p19, §18) ;
- Démontrer sa capacité à financer leur part dans le projet ;
- Avoir rempli ses obligations dans le cadre de subventions précédentes octroyées par la Région.

Les pourcentages du budget couvert par Innoviris (taux d'intervention), pour les projets de recherche en collaboration effective, sont les suivants :

	Taux d'intervention maximal
(T)PE = (Très) Petite Entreprise	80 %
ME = Moyenne Entreprise	75 %
GE = Grande Entreprise	65 %